

**EUROPE**

**Les droits fondamentaux des travailleurs migrants sont bafoués**

Index AI : EUR 01/005/2005

ÉFAI

Vendredi 29 avril 2005

**ARTICLE DESTINÉ AU SITE [news.amnesty](http://news.amnesty)**

*“ Dites-moi, est-ce que les Anglais pensent à nous. Sont-ils au courant de nos problèmes ? ”*

Immigré soudanais interviewé par l'*Observer* du 17 avril 2005 dans un article intitulé *Truth About Calais/Immigrant Menace*

*“ Au début, tout semble formidable, mais ensuite les choses ne se passent pas du tout comme on l'attendait ”*

Tatiana, Bulgare âgée de soixante ans qui a travaillé pour 10 euros par jour en Belgique, citée dans une dépêche de Reuter du 12 avril 2005 intitulée *Hard life for migrant workers in West*

*“ Précarité ”*, c'est le mot qui décrit le mieux la vie de beaucoup de travailleurs immigrés en Europe. Le racisme et la xénophobie, souvent exacerbée par certains politiciens et certains médias populistes, s'opposent à l'intégration des immigrés dans les sociétés dans lesquels ils vivent. En l'absence d'un lien de citoyenneté avec le pays dans lequel ils travaillent, ils sont en position de vulnérabilité face aux discriminations et à l'exploitation dont ils sont l'objet.

Du fait des circonstances, beaucoup d'entre eux sont contraint de travailler au noir et de vivre en marge de la légalité, ils ont donc les plus grandes difficultés à jouir des droits fondamentaux tels que le droit de ne pas être détenu arbitrairement, le droit à un logement décent, le droit de recevoir des soins médicaux ou le droit à l'éducation.

Partout en Europe, les immigrés sont dénigrés, exploités et rejetés sur les franges des sociétés dans lesquelles ils se trouvent, des sociétés qui bénéficient sans état d'âme de leur travail comme main d'œuvre à bon marché dans la construction, l'agriculture ou pour les tâches ménagères. Mamphela Ramphela, co-présidente de la Commission mondiale sur la migration internationale souligne *“ l'hypocrisie généralisée ”* à l'égard de la situation des travailleurs immigrés employés au noir.

*“ Il semble que les pays riches veulent d'une main d'œuvre immigrée flexible et peu coûteuse. Les gouvernements qui parlent le plus fort de*

*renvoyer les immigrés clandestins, tolèrent souvent l'existence et même le développement d'un marché du travail informel. ”*

De plus en plus, le débat sur l'immigration se polarise sur l'intérêt économique d'une main d'œuvre immigrée temporaire pour l'Europe. Les immigrés sont bienvenus tant qu'ils se contentent d'apporter leur force de travail, mais ils risquent de se trouver devant une porte close s'ils ont besoin de soins médicaux de longue durée ou s'ils veulent vivre avec leur famille. Intrinsicquement, on observe la tendance à considérer les travailleurs immigrés comme une marchandise qui peut à volonté être déplacée d'un endroit à l'autre de la planète.

Dans ce débat, les droits humains des immigrés ne sont pas reconnus. Tant les droits humains et la dignité des travailleurs immigrés que les intérêts économiques des pays où ils se trouvent seront mieux protégés dans le cadre d'une politique d'immigration qui reconnaît la mobilité croissante de la main d'œuvre au niveau international et le besoin d'une main d'œuvre immigrée. En attendant que l'Europe ait une politique crédible et respectueuse des droits humains à l'égard de l'immigration légale, beaucoup de candidats à l'immigration n'auront d'autre choix que de recourir à des voies illégales pour venir travailler en Europe.

Récemment, la Commission européenne a publié un *“ livre vert ”* sur une *“ approche communautaire de la gestion des migrations économiques ”*, afin de susciter un débat sur ce que pourrait être la politique de l'Union européenne à l'égard de l'immigration. La Commission reconnaît dans ce document que l'Europe, avec sa population vieillissante et sa démographie déclinante, devra faire de plus en plus appel à la main d'œuvre immigrée pour soutenir sa croissance. Mais elle oublie de mentionner que c'est la loi de l'offre et de la demande en matière de main d'œuvre qui attire les immigrés économiques vers l'Europe, souvent en l'absence totale de protection de leurs droits humains.

L'Europe ne peut pas fermer les yeux sur la situation sociale et financière désastreuse de la population de pays tiers avec lesquels elle a des relations diplomatiques et commerciales. Partout dans le monde, des gens sont conduits à partir de chez eux pour trouver du travail ailleurs en raison de l'absence dramatique de sûreté et des inégalités criantes, tant à l'intérieur des frontières nationales qu'entre les différents pays. Beaucoup de travailleurs immigrés préfèrent encore subir des atteintes de leurs droits de la part de leur employeur en Europe, plutôt que de retourner dans leur pays d'origine et se retrouver dans une situation désespérée de vulnérabilité, notamment

à cause de la violation de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

Sortir les travailleurs immigrés en Europe de la situation précaire dans laquelle des centaines de milliers d'entre eux se trouvent nécessite le leadership et volonté politique voulus. Respecter la dignité et les droits humains des travailleurs immigrés et reconnaître l'importance et la diversité de leurs contributions aux pays dans lesquels ils se trouvent nécessite l'engagement sincère des décideurs politiques.

La ratification par tous les pays européens de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille serait une expression tangible de cet engagement. Si cette Convention affirme qu'“ *il convient d'encourager des mesures appropriées en vue de prévenir et d'éliminer les mouvements clandestins* ”, elle donne aussi les moyens de protéger les droits humains fondamentaux des travailleurs migrants en situation irrégulière.